

Introduction

Le concept de santé mentale survient dans une époque donnée. Il est une construction qui s'insère dans le jeu des normes du temps présent. Or, tout est fait pour que nous envisagions la santé mentale comme une notion allant de soi, qu'il est naturel de traiter socialement et politiquement.

Dans leur ouvrage *La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*¹, Pierre Dardot et Christian Laval retracent les origines et la forme actuelle du capitalisme qu'ils nomment néolibéralisme. Le néolibéralisme se construit au milieu du xx^e siècle en opérant une rupture vis-à-vis du libéralisme classique. Ils démontrent notamment comment la théorie d'Adam Smith sur « la main invisible du marché » censée réguler d'elle-même la marche du monde capitaliste ne correspond plus au monde actuel. La rupture du néolibéralisme consiste à créer un cadre à l'intérieur duquel les individus seront dits « libres de choisir » entre un nombre fini d'alternatives. Ce cadre va se composer d'une série de normes produites par les institutions internationales et les États. Progressivement, la logique de marché qui, jusque-là, s'appliquait

traditionnellement à certains espaces de la société (le commerce, l'industrie...) tout en laissant les autres vacants (la culture, l'éducation, la santé...) va imposer le principe de concurrence à tous les domaines de la vie des hommes. Cette nouvelle norme dite néolibérale introduit la concurrence partout, jusqu'à l'intérieur des États et des individus. Margaret Thatcher dévoile clairement la méthode qui doit en passer par les âmes, par l'individualité des acteurs : « Economics are the method. The object is to change the soul². » Créer un nouveau rapport de l'humain à son intériorité est un des enjeux.

Reprenant des outils de l'analyse foucauldienne pour penser la fabrique d'une subjectivité néolibérale, Dardot et Laval montrent que le dispositif normatif mis en place s'appuie sur la figure de l'auto-entreprise. Si tout est concurrence, chaque espace devient une entreprise, aussi infime soit-il. Comme toute entreprise, faire fructifier son capital, investir et innover sont les maîtres mots qui s'appliquent pour que la performance, la compétitivité deviennent les buts de la « gouvernance ». Ainsi, l'individu doit gérer ses espaces intimes à l'image de l'auto-entrepreneur qu'il devient dans ce cadre normatif. Une fois doté de son capital santé, culturel, social et intellectuel, il entre dans la course pour maximiser ses profits. En faisant preuve d'empathie, en étant concerné par le développement durable, il a le plus de chances de voir

ses projets se réaliser pour investir dans l'avenir.

Tout devient possiblement récupérable par ce processus de subjectivation néolibéral. Si nous prenons l'exemple de la psychanalyse, elle peut elle aussi être un moyen de maximiser son psychisme afin d'avoir une plus-value sur le marché du travail. Tous les dispositifs touchant au psychologique peuvent être pris dans les mailles de ces processus ainsi que tout ce qui relève de la contestation politique. Former les mentalités à un certain type de raisonnement tel que la maximalisation de son capital individuel ancre la rationalité néolibérale comme une donnée naturelle et incontestable à l'intérieur des individus. L'individu est libre de choisir la façon d'arriver aux objectifs fixés. Mais cette liberté, présentée comme s'opposant à tout arbitraire susceptible de s'abattre sur l'individu, est en réalité une liberté conditionnelle, une liberté contrainte à l'intérieur du cadre de la concurrence appliqué à toutes les sphères de l'humanité.

Dans cette perspective, la santé mentale positive est un vecteur central qui applique à l'intime la norme de la concurrence. Nous nommerons « santé-mentalisme » l'articulation de la santé mentale et du néolibéralisme. Celle-ci est au service de la nouvelle raison du monde et fonctionne comme un opérateur qui transforme le rapport de l'homme à lui-même, aux autres et au politique. L'alliance entre santé mentale et néolibéralisme

s'est construite en une cinquantaine d'années et trouve son expression la plus cohérente depuis une décennie. La santé mentale devient un enjeu dans l'art de gouverner, ce que Foucault nomme la gouvernementalité. Le santé-mentalisme est l'un des aspects de la gouvernementalité néolibérale qui a pour but de « conduire les conduites » des individus afin de les amener à prendre la décision que l'on attend d'eux. Elle consiste à raisonner en auto-entrepreneurs : « Les tendances à ne pas s'inquiéter, à être sociable, le degré d'optimisme, la faculté de résistance, d'adaptation au changement sont d'autres traits psychologiques fréquemment associés au niveau global de bonheur et de bien-être cités dans les recherches académiques³. »

Que la santé soit un objet de gouvernement n'est pas une chose nouvelle. La mise en place de la salubrité publique puis de l'hygiène publique correspond à un tournant dans les modes de gouvernement que Foucault décrit comme le passage d'une souveraineté disciplinaire à une société centrée sur les mécanismes de sécurité. C'est le début de la biopolitique, cette pratique politique qui se centre sur le vivant et sur les corps, à l'aide de nouveaux instruments de mesure ciblant une nouvelle entité : la population. Les statistiques deviennent un outil central pour appliquer une norme générale issue du calcul statistique à des comportements particuliers, ceux des individus. Il se crée une police, au sens large du terme, à

même d'endiguer les révoltes, les contestations, les épidémies. Un changement profond dans la manière de gouverner se produit alors. Dans les processus disciplinaires tels qu'ils se pratiquent en prison ou à l'asile, l'édition d'une norme est nécessaire afin de séparer le bien du mal, le normal du pathologique. Dans les dispositifs de sécurité, les courbes statistiques produisent une continuité dans les phénomènes observés ; la fabrique de la norme se fera dans un second temps, une fois que les différentes normalités auront joué entre elles. Foucault nomme ce processus le jeu des normalités différentielles. La santé mentale s'inscrit dans ce type de dispositif car elle n'est ni définie par avance ni définie une fois pour toutes : « La santé mentale n'est pas un concept statique, il fluctue sur un continuum⁴ ». Son contenu change en fonction des normalités traversant le social. Par exemple, ce que l'on définit comme étant de la souffrance au travail, du bonheur, une santé mentale positive, varie en fonction de l'état du corps social à un instant donné. La santé mentale dans sa forme actuelle est un processus de normalisation visant à transformer le rapport des individus, des groupes et de la société dans le sens d'une adaptation à une économie concurrentielle vécue comme naturelle. Cette dernière se présente aux citoyens et aux gouvernants comme une essence existant depuis la nuit des temps et non comme le résultat de constructions sociopolitiques. On peut ainsi

lire que : « Une large majorité de Français se reconnaît dans les propositions qui mettent en avant une forte responsabilité personnelle dans le bien-être : 71 % sont tout à fait ou plutôt d'accord avec l'idée que "leur bien-être psychique ou psychologique ne dépend que d'eux-mêmes" et 83 % déclarent "préférer chercher eux-mêmes la solution à leurs problèmes". Mais 79 % des Français estiment que la santé mentale doit devenir un objectif de l'action publique⁵. »

Le travail de la langue est important pour disposer de nouvelles fictions sur l'homme et le monde. Tout le champ sémantique déployé vise à identifier l'ensemble des espaces humains à une entreprise se plaçant dans le jeu de la concurrence. Ce champ sémantique travaille en nous, malgré nous. Nous pensons⁶, rêvons⁷, parlons avec ces mots qui ont souvent changé de sens sans que l'on s'en aperçoive. Des mots qui traduisent une certaine vision, une certaine proposition sur ce qu'est le monde mais ne peuvent pas le résumer complètement. Le piège avec la santé mentale est le suivant : concept progressiste il y a cinquante ans, les acteurs de terrain ne peuvent que se féliciter de la prise en compte de cette problématique sanitaire et sociale. Aussi, comprendre que la santé mentale est devenue en si peu de temps un instrument pour gouverner les hommes n'est pas chose aisée. Pourtant, il n'est plus question ici de prendre en charge la santé des individus et de

la population pour elle-même mais pour un autre objectif : celui la santé de l'économie.

Il en est de même avec les notions de bien-être, de bonheur, de qualité de la vie : comment s'y opposer ? N'est-ce pas un progrès d'amener ces problématiques sur le devant de la scène ? En réalité, il s'agit d'analyser et de lutter contre la reprise de ces notions dans le champ dominant proposé et de savoir ce qu'ils viennent masquer et légitimer comme politique. Par exemple, comprendre que la santé mentale s'insère dans une légitimation du discours de l'adaptation est important pour comprendre les enjeux : « La santé mentale est la capacité de s'adapter à une situation à laquelle on ne peut rien changer. » Que penser des personnes qui ne s'adaptent pas à une situation à laquelle elles ne peuvent rien changer, qui refusent de s'adapter, voire qui concourent à changer la situation ? Dans cette définition normative les révolutionnaires peuvent aisément être considérés comme porteurs de problèmes de santé mentale, disqualifiant par là les luttes sociales au profit d'une vision du monde réactionnaire et aseptisée. S'il n'existe pas pour le moment d'alternative claire au capitalisme financier, faut-il désespérer d'en construire une ?

Même si la difficulté est extrême, maintenir la possibilité que les concepts détournés et retournés puissent continuer à se situer dans un autre champ

de pratique, de pensée et d'expérience, est important. Il est essentiel aussi de garder en mémoire leur emploi le plus contemporain. Il n'existe pas d'usage anodin des concepts, ils peuvent être des mots d'ordre à certains moments et des pièges à d'autres. La question qui se pose est de savoir comment inventer des espaces vivants de création et de transmission, dans le contexte de récupération généralisée et quasi immédiate de la rationalité néolibérale. Si les hommes se définissent par les pratiques qu'ils instituent, il s'agit de créer « des forces sociales, des modèles alternatifs, des modes d'organisation et des concepts qui pourraient laisser espérer un au-delà du capitalisme⁸ ». Dardot et Laval voient dans le commun « l'émergence d'une façon nouvelle de contester le capitalisme, voire d'envisager son dépassement⁹ » : « "commun" est devenu le nom d'un régime de pratiques, de luttes, d'institutions et de recherches ouvrant sur un avenir non capitaliste. » Certaines pratiques dans le champ qui est le nôtre, celui de la psychiatrie, ouvrent à cette perspective pour « instituer l'inappropriable ». Car il s'agit de ne pas laisser tomber, de ne pas prêter le flanc au déclinisme rampant avec ses positions cyniques et désabusées.